

REDRESSABLE ?

UN DÉBAT
« UNIR » - P.C.I.

A la suite d'un échange d'articles polémiques entre Unir et notre journal, nous avons répondu favorablement à une proposition qui concluait un dernier article de cette revue communiste d'opposition et qui était formulée ainsi : « En ce qui concerne les questions de principe sur lesquelles nous divergeons nous ne nous considérons pas déshonorés par une discussion avec les trotskystes... Dans la mesure où la réciprocité de la publication des idées contraires est assurée par l'Internationale... nous sommes prêts à ouvrir nos colonnes à leurs thèses et à y répondre. »

En conséquence, les modalités d'une double publication d'articles de discussion ont été arrêtés entre nos organisations. Les deux articles qu'on lira ci-dessous sont les premiers qui ont été échangés, sur le premier thème décidé : « Le P.C.F. est-il redressable, et comment ? ». Ces deux articles ne se « répondent » pas à proprement parler, ayant été, d'un commun accord postés le même jour. Ils ouvrent un débat d'un type nouveau, ou plus exactement renouvelé, dans un mouvement ouvrier qui a perdu l'habitude des polémiques loyales. Nous nous plaignons à en souligner l'importance, comme un signe de renouveau de démocratie prolétarienne, limité il est vrai, mais dont nous espérons qu'il fera exemple, et dont nous sommes sûrs qu'il a plus d'avenir que les méthodes de violence qui ont ressurgi ces derniers mois et ont tristement marqué la manifestation du 1er février.

traiter des problèmes d'actualité d'une manière différente de celle qu'emploient les trotskystes érigés en parti. Si, sur certains points, nos positions, et surtout les actions vers lesquelles nous essayons d'entraîner notre parti peuvent converger, nous en serons heureux.

C'est cette pensée qui justifie la présente discussion...

Pierre Frank écrit « Nous considérons que le P.C.F., par sa force numérique, par son implantation dans la classe ouvrière, plus particulièrement dans ses couches déterminantes, est le principal secteur de travail pour la construction du parti révolutionnaire ».

Nous enregistrons le constat de la première partie de cette phrase : ainsi, tel qu'il est, en dépit de sa direction et de l'appareil sclérosé, malgré erreurs et fautes, le P.C.F. est l'organisation la plus représentative de la classe ouvrière.

Est donc fondée notre thèse d'affûtage de cet outil irremplaçable, et illusoire l'idée de « reconstruire » un parti communiste à côté du P.C.F. qui a pu se survivre malgré tant d'erreurs et d'hémorragies. L'expérience même des partis trotskystes qui, malgré leur lucidité, la qualité de leurs analyses, n'ont jamais pu s'enraciner profondément dans la classe ouvrière, confirme notre appréciation et justifie notre tactique.

Nous savons bien que le P.C.F., en son état actuel, avec sa direction légaliste et paralysante, avec l'appareil bureaucratique répressif, est incapable de conduire une révolution à la victoire. A partir de cette appréciation commune, nos positions divergent, puisque nous sommes convaincus de la possibilité de redresser le Parti communiste.

Nous comprenons parfaitement que des jeunes, dynamiques, révolutionnaires, déçus par la passivité de la direction du P.C.F., notamment en ce qui concerne la solidarité agissante due aux peuples en lutte pour leur émancipation, se sentent attirés par les groupes trotskystes qui leur tiennent un langage plus combatif, plus conforme aux principes marxistes-léninistes souvent. Quelle est la proportion de jeunes ouvriers parmi eux ? C'est le P.C.F. seul, malgré ses défauts, qui peut offrir aux jeunes le contact avec la classe ouvrière, dont tout dépend. Et frustrer la classe ouvrière, momentanément chloroformée par la direction du P.C.F., de ces valeurs dynamiques, est-ce lui rendre service ?

Chaque démission d'un communiste qui n'est pas contraint de quitter le P.C.F. nous paraît d'autant plus dommageable que ce communiste était conscient et courageux. Notre confiance dans les travailleurs manuels et intellectuels communistes est inébranlable : au sein du Parti, nous arriverons à susciter le courant irrésistible du redressement. Quand le centralisme démocratique — qui marque chaque jour des points, et nous n'y sommes pas étrangers — prédominera, la politique communiste élaborée de bas en haut sera valable, révolutionnaire.

Lorsque les directions seront élues démocratiquement, avec rotation des cadres et droit réel de révocation, le bureaucratisme disparaîtra.

Un grand parti communiste existe, avec des militants de valeur, dévoués, intelligents, qui sont momentanément égarés. Nous convions tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme à agir dans le P.C.F. — et à ses côtés immédiats pour ceux qui ne peuvent y adhérer ou y retourner — pour son redressement démocratique et révolutionnaire.

Les révolutionnaires que sont les trotskystes loyaux y auront leur place, comme Trotsky aura la sienne dans les bibliothèques du P.C.F. rénové.

UNIR.

L'opinion du Parti Communiste Internationaliste

DEPUIS des dizaines d'années, il n'y a plus eu de discussions politiques dans le mouvement communiste mondial. On a excommunié, invectivé, calomnié, amalgamé... on a passé sous silence, mais de véritables échanges d'opinions, point. Ce n'est pas le conflit sino-soviétique qui peut tempérer cette assertion : les Chinois sont accusés « de rompre avec le marxisme-léninisme dans tous les domaines » et les Soviétiques « d'avoir rétabli le capitalisme », cependant que les uns et les autres se traitent de « trotskystes ».

Nous sommes donc particulièrement intéressés par l'échange d'avis qui va se développer entre « Unir » et la Section française de la IV^e Internationale : bannissant le sectarisme, la mauvaise foi et les clichés, des communistes vont pouvoir confronter publiquement leurs opinions sur les problèmes les plus brûlants posés au mouvement ouvrier français.

Le premier thème proposé d'un commun accord est le suivant : « Le P.C.F. est-il redressable et comment ? » Nous allons essayer de démontrer pour quelles raisons nous ne pensons pas que le P.C.F. soit redressable, ce qui nous dispensera de répondre à la question « comment ? », mais nous montrerons en même temps pourquoi les révolutionnaires doivent militer au P.C.F. Pour que la discussion soit précise, il importe de définir les termes utilisés : que faut-il entendre par « redressement » du P.C.F. ?

A notre avis un parti communiste « redressé » devrait être une organisation d'avant-garde liée aux masses et capable de les entraîner à renverser le régime capitaliste. Cela implique une ligne politique de contestation radicale de la société bourgeoise, une tactique unitaire audacieuse visant à rassembler les masses petites-bourgeoises sur les positions de la classe ouvrière, enfin un fonctionnement démocratique du Parti.

Tous ces facteurs sont indispensables, un P.C. « libéralisé » à l'italienne, dont le programme se rapproche de plus en plus d'un vulgaire programme social-démocrate d'intégration à la société bourgeoise, n'est pas un parti redressé ni en voie de redressement ; un P.C. à phraséologie révolutionnaire mais imprégné de stalinisme et de sectarisme comme le sous-produit européen du communisme chinois n'est pas non plus « redressé ».

Sur un plan plus général, nous ne connaissons aucun exemple d'organisation ouvrière s'étant sclérosée et bureaucratisée jusqu'à la moëlle, ayant mené pendant des décennies une politique sans principes alliant l'opportunisme au sectarisme, donnant à ses cadres une formation qui n'a strictement rien à voir avec l'éducation marxiste, et faisant miraculeusement machine arrière pour retrouver la flamme révolutionnaire de sa jeunesse. Cela est déjà exceptionnel avec les individus (pour un Jaurès, combien de Kautsky...) au niveau des organisations, c'est exclu.

L'exemple de la social-démocratie est évidemment éloquent : dans aucun pays, à aucune époque, un parti social-démocrate ne s'est « redressé » (dans le sens où nous l'entendons) et il faut être Waldeck Rochet pour demander que « le Parti socialiste renonce à la politique de collaboration de classes et s'engage effectivement dans la lutte ». Pourtant, nombre de partis sociaux-démocrates ont depuis longtemps la confiance de la majorité des travailleurs de leur pays (Angleterre,

Autriche, Allemagne, pays scandinaves). Que la majorité de la classe ouvrière suive le P.C.F. ne permet donc pas automatiquement d'en conclure qu'il est redressable.

On peut cependant nous rétorquer que les organisations sociales-démocrates sont organiquement liées à la bourgeoisie, qu'elles touchent, de diverses façons, aux caisses du patronat et de l'Etat, ce qui n'est pas le cas du P.C.F. Bien sûr, et c'est à l'étape actuelle la différence essentielle entre la S.F.I.O. et le P.C.F. : quelle que soit l'importance du processus de « social-démocratisation » du P.C.F., il n'est pas dirigé par des hommes liés au capital. Cela est valable pour l'ensemble des P.C. Or, depuis le XX^e Congrès, aucun P.C. n'a montré de symptômes pouvant faire espérer un redressement révolutionnaire à plus ou moins lointaine échéance. Là où des transformations révolutionnaires se sont produites, les P.C. n'ont eu presque aucun rôle : à Cuba, l'actuel P.C. ne doit que peu à l'ancien P.S.P. qui était opposé à l'insurrection ; en Algérie et en Egypte, les P.C. ont choisi de se faire hara-kiri et n'ont aucune influence ; à Saint-Domingue, le P.C. n'est qu'une secte et s'est contenté de suivre comme il a pu une insurrection à laquelle il n'était pas préparé.

Ailleurs, par leur politique menchevique de soutien à la bourgeoisie nationale, les P.C. ont mené les masses et leurs propres militants à la catastrophe (Brésil, Indonésie).

Lorsqu'un groupe de militants veut changer la ligne opportuniste de l'organisation, le P.C. ne se redresse pas, il explose, comme au Venezuela où Douglas Bravo a été exclu de la direction, à la tête des guérilleros communistes ; ce qui reste du P.C. demeurant déchiré par des luttes de tendances.

Dans les pays d'Europe occidentale, les P.C. se sont libéralisés (surtout le P.C. italien), jamais la libéralisation n'a mis en cause le contrôle de l'appareil, et toujours le relâchement de la dictature intérieure est allé de pair avec un opportunisme politique et une acceptation croissante de la société bourgeoise.

Pour ce qui est des P.C. au pouvoir, aucun redressement révolutionnaire n'est visible ni prévisible. Certes, il y a abandon de la terreur sanglante qui caractérisait le stalinisme, mais l'appareil bureaucratique maintient la société dans un carcan de fer, la direction des affaires publiques est toujours le fait d'une infime minorité privilégiée, et la politique étrangère dite de « coexistence pacifique » vise surtout à maintenir le statu quo mondial avec l'impérialisme plutôt qu'à aider effectivement les mouvements révolutionnaires de par le monde. A titre d'exemple, nous évoquerons ces jeunes communistes polonais qui espèrent un redressement du Parti en 1956, et qui en sont arrivés à la conclusion que le P.C. polonais n'est que l'émanation de la bureaucratie politique centrale et qu'il faudra une autre direction révolutionnaire pour démolir le système bureaucratique (cf. *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais* par K. Modzelewski et J. Kuron, aux Editions de la IV^e Internationale).

De tout cela, on peut conclure que le redressement du P.C.F. est une hypothèse très peu probable et qu'il est erroné de fonder une ligne politique à partir de la perspective la plus incertaine.

Mais alors, quelle doit être l'attitude des véritables communistes devant ce P.C.F. sans avenir, et pourquoi les trotskystes appellent-ils à y rester ?

Pour le comprendre, un retour en arrière est nécessaire. Nous démontrerons dans d'autres articles que la politique actuelle des dirigeants du P.C. (soutien sans principe à Mitterrand, quête d'une démocratie bourgeoise nouvelle, sinophobie aiguë) est la continuation naturelle du « tripartisme » de la Libération ou du Front Populaire de 1936. On ne peut rien comprendre aux véritables motifs de la direction Rochet si l'on fait commencer les déviations dans le mouvement communiste au XX^e Congrès, comme le font les Chinois, ou encore en 1952, date du premier numéro d'Unir.

Depuis la mort de Lénine, la fraction stalinienne triomphante ayant pris la direction de l'Internationale communiste a imposé sa ligne à tous les P.C. : leur rôle est de contrôler le mouvement des masses et de l'utiliser comme une force de pression sur le pouvoir bourgeois afin de l'amener à accepter le statu quo et à composer avec l'U.R.S.S. La pensée profonde des dirigeants communistes est que le développement économique de

l'U.R.S.S. est la principale chance du socialisme dans le monde ; en attendant le moment béni où l'U.R.S.S. deviendra un pôle d'attraction par son niveau de vie et ses réalisations dans tous les domaines, leur plus cher désir est d'obtenir un gouvernement bourgeois « ami de l'U.R.S.S. » et de ne pas rompre le fragile équilibre mondial par des manifestations révolutionnaires intempestives.

Vous savez comme nous que la pierre de touche de l'internationalisme du P.C.F. était la fidélité inconditionnelle à Staline et à l'U.R.S.S. Vous savez très bien que, dans les anciens questionnaires pour sélectionner les cadres, il y avait cette question ahurissante : « quelle a été, ou quelle aurait été votre attitude au moment du pacte germano-soviétique de 1939 ? » Ce n'est pas nous qui vous apprendrons qu'un des principaux griefs contre Marty était de s'être défié des organismes de sécurité soviétiques. Les cadres du P.C.F. (et du Komintern) ont été sélectionnés ainsi et ont à leur tour sélectionné leurs subalternes.

Jusqu'en 1933, Léon Trotsky et l'Opposition de gauche ont jugé possible un redressement révolutionnaire du Parti bolchevique et de la III^e Internationale. Lorsque la politique ultra-sectaire du Kremlin eut facilité la prise du pouvoir par Hitler (les socialistes étaient alors tous des « social-fascistes ») après la catastrophe chinoise de 1927, l'Opposition de gauche conclut que la sclérose bureaucratique avait étouffé le Parti et qu'il était temps de construire une nouvelle Internationale.

Cette Internationale est née en 1938. Elle a connu des conditions de lutte qui avaient été épargnées jusqu'alors aux autres tendances du mouvement ouvrier : répression bourgeoise bien sûr, mais surtout agression permanente de la part des staliens, allant jusqu'à l'assassinat des militants. Malgré tout, elle a tenu bon et a su maintenir la continuité du marxisme-révolutionnaire pendant de longues années où seuls les dirigeants staliens ou sociaux-démocrates prétendaient parler en son nom. Bien sûr, nous sommes peu nombreux ; des scissions et des luttes de tendances ont marqué l'évolution de notre mouvement ; la poignée de trotskystes français paraît bien fragile face au gigantesque appareil du P.C.F. Néanmoins, nous avons confiance en l'avenir : notre force immense est de faire partie d'une Internationale, d'élaborer notre politique mondiale, avec des militants dont certains sont solidement implantés dans le mouvement de masses de leur pays. Nous bénéficions de l'apport théorique inestimable de l'Opposition de gauche. Croyez-vous que, si les écrits de Trotsky n'avaient qu'un intérêt historique, les lecteurs en seraient aujourd'hui si nombreux que les éditeurs bourgeois les publient régulièrement ? Faites l'expérience : lisez la *Révolution trahie*, ou le tome II des *Ecrits* traitant de l'Allemagne et de l'Espagne, ou encore *Où va la France ?*, et dites-nous si les enseignements n'en sont pas encore valables pour nos luttes de 1967 contre le gaullisme ou contre l'agression impérialiste au Vietnam.

Les problèmes nouveaux sont nombreux, et beaucoup n'ont pas été résolus par nous (ni par d'autres...) ; nous estimons néanmoins que, tant dans le choix des questions nouvelles qu'à l'égard de la méthode valable pour en trouver les solutions, les travaux de Lénine et Trotsky gardent toute leur actualité.

La nécessité d'un parti révolutionnaire pour diriger la classe ouvrière à prendre puis à conserver le pouvoir demeure valable en 1967 comme en 1917. Toute l'expérience des récentes révolutions avortées en témoigne. Le P.C.F. nous semble incapable de redevenir ce parti ; cependant il influence encore la majorité de la classe ouvrière, qui n'est pas prête à abandonner un instrument de lutte même imparfait pour l'inconnu. Pour cette raison, nous pensons que les vrais communistes doivent rester au P.C.F., y acquérir une audience, en étant les dirigeants d'actions de masse, et méthodiquement y former des cadres imprégnés de l'esprit du marxisme-révolutionnaire.

L'hypothèse la plus probable est que cette organisation connaîtra une ou des crises majeures en répercussion des changements de la conjoncture française, des bouleversements politiques nationaux et internationaux ; une aile révolutionnaire se dégagera et voudra en finir avec l'immobilisme satisfait de l'appareil. Notre but est de faire en sorte que cette aile trouve dans le programme et dans les militants de la IV^e Internationale les idées et les hommes qui contribueront à forger le parti révolutionnaire de demain.

Vous pensez que le P.C.F. se redressera globalement ; nous pensons qu'il éclatera. Mais avant que l'avenir ne tranche, les étapes peuvent être envisagées ensemble : Vous et nous appelons nos militants à ne pas quitter le P.C.F. Mais comment y travailler ? Tel est le deuxième thème dont nous pourrions débattre.

L. COUTURIER.